

L'énergie chère bloque la décarbonation Elle n'est pas une fatalité mais un choix politique

- *Post RS : Vu la conjoncture actuelle et certaines réformes imposées par l'UE, nous risquons d'avoir une énergie chère de manière structurelle. Cela compromet notre souveraineté et notre capacité (i) à assurer notre prospérité et (ii) à décarboner. Le Mouvement Réformateur veut réveiller les consciences. L'Europe est très vulnérable sur le plan géopolitique en matière énergétique. Elle doit renouer avec le pragmatisme de sa fondation et relancer ses filières industrielles.*

Abstract :

Constat.

- *L'Europe est confrontée à une énergie durablement trop chère, sous l'effet combiné des tensions géopolitiques internationales, de sa forte dépendance extérieure en pétrole et en gaz et d'un empilement de normes, taxes et obligations européennes qui renchérisse structurellement le coût de l'énergie. Cette situation pénalise à la fois le pouvoir d'achat des ménages, la compétitivité des entreprises et la capacité de l'Union européenne à préserver son tissu industriel.*
- *Ce coût excessif de l'énergie compromet directement les objectifs de décarbonation. La transition énergétique suppose en effet des investissements massifs dans l'électrification, le nucléaire, les énergies renouvelables, les réseaux et les technologies industrielles bas carbone. Or, une énergie trop chère freine précisément ces investissements, fragilise les filières stratégiques européennes et accélère les délocalisations industrielles. L'Europe risque ainsi de perdre à la fois sa souveraineté économique et sa capacité à porter une transition climatique crédible.*
- *Le constat posé est clair : la décarbonation ne pourra pas se faire dans un contexte d'appauvrissement, de sur-réglementation et de désindustrialisation. Elle doit s'appuyer sur une énergie abondante, accessible et compétitive.*

Ce que nous préconisons.

- *Nous défendons une politique énergétique fondée sur le pragmatisme, la souveraineté et la neutralité technologique. Cela implique d'abord de diversifier au maximum les sources et les routes d'approvisionnement, de sécuriser des contrats à long terme et de replacer les enjeux énergétiques au cœur de la politique étrangère européenne.*
- *Nous préconisons ensuite de réduire les coûts structurels qui pèsent sur la facture énergétique, en limitant la hausse des taxes, surcharges, coûts de réseau et obligations réglementaires excessives. Les textes européens tels que l'ETS II, RED III ou la PEB IV doivent être revus, phasés et adaptés à la réalité économique et sociale du terrain, sans remettre en cause l'objectif climatique final. Sans changement, l'entrée en vigueur de ces textes européens signifierait un prix structurel de 2€/litre, de 2028. Pour le MR, c'est hors de question.*
- *Enfin, nous plaidons pour un mix énergétique crédible, associant nucléaire, renouvelables, gains d'efficacité et capacités de stockage, avec un soutien clair à la réindustrialisation des filières bas carbone en Europe.*

1. L'énergie chère bloque la décarbonation

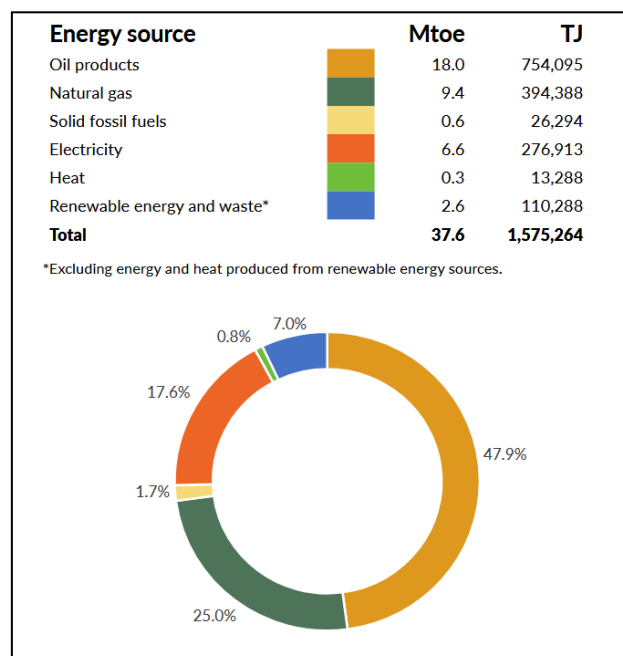
La conférence de presse exceptionnelle du Mouvement Réformateur de ce 2 avril 2026, en présence du Président du MR, Georges-Louis Bouchez, du Ministre fédéral de l'Énergie Mathieu Bihet et de la Ministre wallonne de l'Énergie Cécile Neven, avait pour thème principal la question du coût élevé de l'énergie, résultant à la fois (1) de la conjoncture économique et (2) de certaines mesures structurelles de l'Union européenne. Elle met à mal nos objectifs, dont la décarbonation.

La causalité est la suivante :

- 1) Une énergie chère empêche le maintien et le redéploiement d'un tissu industriel dans les secteurs stratégiques (pas de souveraineté).
- 2) L'absence de tissu industriel rend vulnérable l'ensemble de notre tissu économique. Ses fondamentaux ne sont plus assurés (pas de prospérité).
- 3) Cela signifie aussi qu'il n'y a pas de filières d'énergies décarbonées où nous sommes relativement autonomes vis-vis de l'extérieur, ni d'économie circulaire possible (chimie, matières premières métalliques et non métalliques, etc.).

2. Nous voulons une énergie abondante

Nous sommes toujours très dépendants du pétrole et du gaz dans notre consommation finale d'énergie. A hauteur de plus de 75% de notre approvisionnement total en énergie.¹ Il ne faut pas laisser ces secteurs sans diversification ni investissements. Faire de la politique, c'est être responsable et accepter, face à une situation qui a fondamentalement changé, de prendre des mesures considérées jusqu'alors comme taboues.



⇒ Il faut diversifier notre approvisionnement, passer des contrats long terme, et privilégier nos intérêts économiques dans le domaine énergétique.

¹ <https://economie.fgov.be/en/publication/belgian-energy-data-overview-2>, p. 10

- ⇒ Augmenter sans discernement toutes les impositions et taxes sur ces énergies empêche la compétitivité de filières industrielles UE et entament le pouvoir d'achat des ménages
- ⇒ **Ne pas désinvestir dans ces secteurs vitaux pour l'économie. Investir dans les filières de décarbonation passe aussi par du pragmatisme sur les autres énergies.**

3. *Nous voulons une énergie à un prix abordable*

Nous sommes devant un double risque, un conjoncturel et un structurel :

- 1) **Conjoncturel** : le blocage du détroit d'Ormuz a un impact sur les vecteurs du pétrole et du gaz et pèse sur les prix. Il démontre surtout la vulnérabilité européenne qui s'est coupée de son approvisionnement à l'Est en gaz (Russie) et est **très dépendante du Grand large** à la fois pour le pétrole et le gaz.

- 2) **Nous sommes en train de créer une énergie structurellement chère:**

La destruction de certaines infrastructures du Qatar signifie **un risque de tensions sur les prix pendant une longue durée.**

- ⇒ Il faut diversifier au maximum nos routes d'approvisionnement et remettre les enjeux énergétiques au cœur de la politique étrangère UE

Les législations européennes créent des charges fortes sur les factures d'énergie (taxations, obligations de soutien, etc.). Par ailleurs, notre dépendance est aussi technologique sur beaucoup d'énergies renouvelables.

- ⇒ **Il faut revoir les législations qui créent une énergie chère**
- ⇒ **Et contrairement à certaines propositions écologistes, il faut limiter les taxes sur l'énergie. Les carburants fossiles sont taxés à hauteur de plusieurs milliards d'euros par an dans notre pays.**
- ⇒ **Il faut rendre l'électricité moins chère en limitant les hausses de coûts de toutes les composantes de la facture (surcharges, taxes, réseaux et commodity).**
- ⇒ **Il faut reprendre pied dans les filières de décarbonation, sous peine de passer d'une dépendance à l'autre.**

4. *Nous voulons une énergie décarbonée Nous l'obtiendrons avec les bons choix*

75% de nos émissions carbone viennent de l'énergie que nous consommons. Nous voulons tous décarboner notre énergie. Mais cela s'appuie sur un développement industriel ambitieux. Et cette capacité industrielle est aujourd'hui en péril.

Comme illustré à la page 1, notre consommation d'énergie finale s'élevait à environ 440 TWh/an en 2024.

On peut estimer globalement que les énergies renouvelables représentent dans les 14% de notre consommation finale (renouvelables électriques et molécules décarbonées).

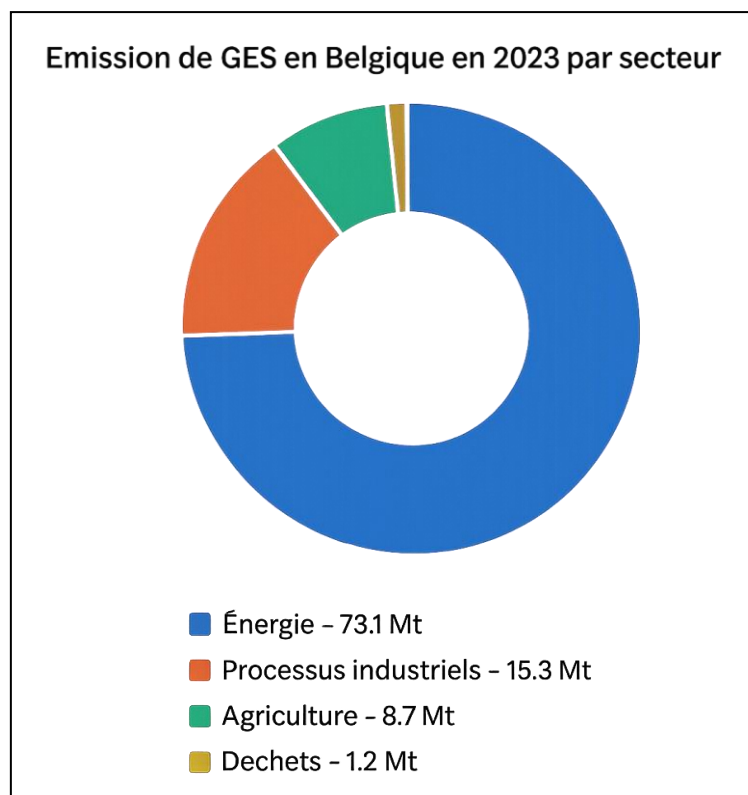
Avec l'arrêt de deux réacteurs en 2024, la part du nucléaire dans la consommation finale a reculé autour de 7% du total.

Dans l'ensemble, on peut estimer que 20% de notre mix est décarboné en 2024 avec tous les renouvelables et le nucléaire qui fonctionnaient alors.

Même avec un effort considérable, nous atteindrons péniblement 25% d'énergies décarbonées, à un coût prohibitif, d'ici 5 ans (RED III, etc.).

- ⇒ **Il est urgent de relancer l'industrie européenne sur ces filières.**
- ⇒ **Où est la réponse européenne sur les matières premières, les dépendances technologiques, l'accès à l'énergie bon marché pour préserver la compétitivité ?**

Ce n'est pas avec une énergie chère que nous atteindrons nos objectifs de souveraineté ou d'économie circulaire (sidérurgie, chimie, batterie, etc.).



5. *L'énergie chère n'est pas une fatalité mais un choix politique*

Les deux grandes puissances mondiales ont fait le choix d'une politique énergétique souveraine avec une énergie bon marché. Ce n'est pas une fatalité d'avoir une énergie chère !

Le gaz naturel US (HenryHub : environ 10\$/MWh) est environ 4 à 5 fois moins cher que l'indice européen (TTF : environ 50 €/MWh ce dernier mois). En temps normal, il est 3 fois moins cher. L'électricité est structurellement moins chère qu'en Europe, comme pour les produits pétroliers.

La Chine est aussi dépendante du gaz que l'UE mais poursuit une stratégie de diversification très importante. Elle électrifie autant que possible, en s'appuyant sur de l'hydraulique, du nucléaire, des renouvelables et du charbon (toujours à 55% du mix électrique). Dans les produits pétroliers, elle est dépendante mais constitue des stocks conséquents. Ce qui lui permet d'amortir les chocs.

6. Atteindre les objectifs climatiques

> **SOIT EN DEVENANT PAUVRE**

> **SOIT EN RESTANT PROSPÈRE**

Nous ne contestons pas l'objectif de décarbonation en 2050 mais bien les méthodes obligatoires et contraignantes imposées par l'Europe pour y arriver.

En cela, **la proposition du MR diffère fondamentalement de la proposition écologiste** qui mise quasi exclusivement sur une baisse considérable de la consommation d'énergie pour atteindre ses objectifs de décarbonation.

Pour le MR, il faudra beaucoup d'énergie pour :

- Assurer notre prospérité et permettre la transition énergétique.
- Mettre en place une économie plus circulaire sur notre territoire. Transformer pour réutiliser ou recycler consomme aussi de l'énergie.

Or, une énergie peu accessible et chère étrangle le développement économique et social, y compris dans les domaines de la transition énergétique. Elle empêche aussi une lutte contre la précarité.

La trajectoire suivie par l'UE est celle de l'appauvrissement. Son tissu industriel s'érode, en même temps que sa souveraineté. **Nous devenons vertueux sur le plan climatique un peu par notre transition énergétique, mais surtout parce que nous exportons notre pollution et nos gaz à effet de serre en même temps que nous importons nos produits, y compris ceux de première nécessité.**

Nous refusons cette fatalité.

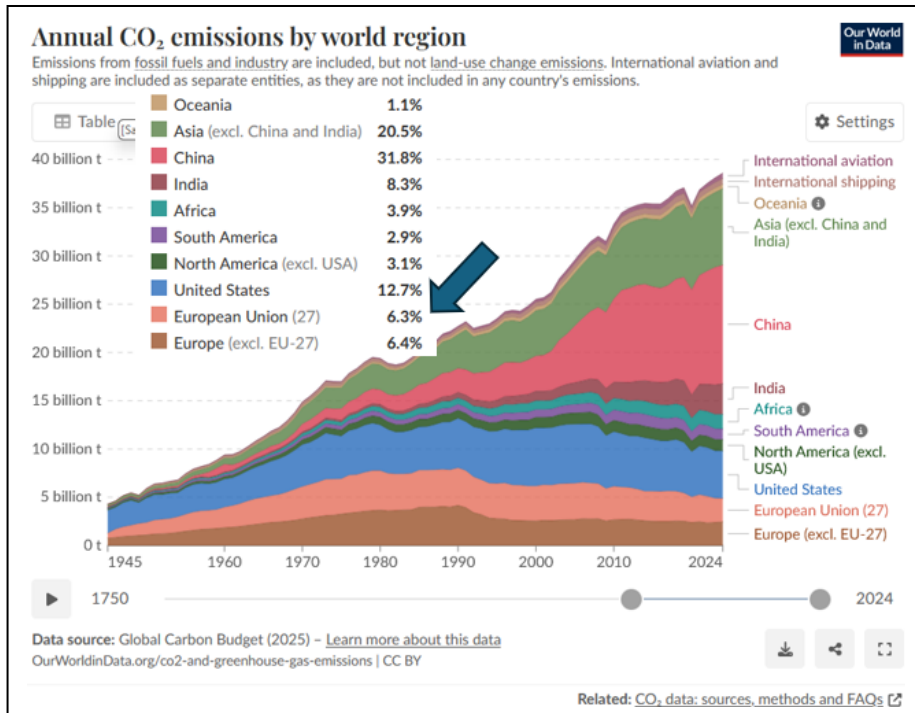
7. *Nous effacer ne changera pas la réalité climatique Nous développer peut tout changer*

Depuis la révolution industrielle, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter année après année.

L'Union européenne baisse ses émissions et pèse dorénavant 6,3% des gaz à effet de serre (chiffres 2024) à l'échelle mondiale.

Evidemment que nous devons prendre notre part à l'effort climatique. Mais notre suicide ne changera rien à la réalité climatique. Nous ne sommes dorénavant plus le vecteur de croissance des émissions mondiales. Nous sommes par contre conscients de l'enjeu et motivés à agir. Nous devons innover pour nous décarboner nous, mais aussi le reste du monde. Et cela ne peut arriver que si nous avons des solutions industrielles compétitives.

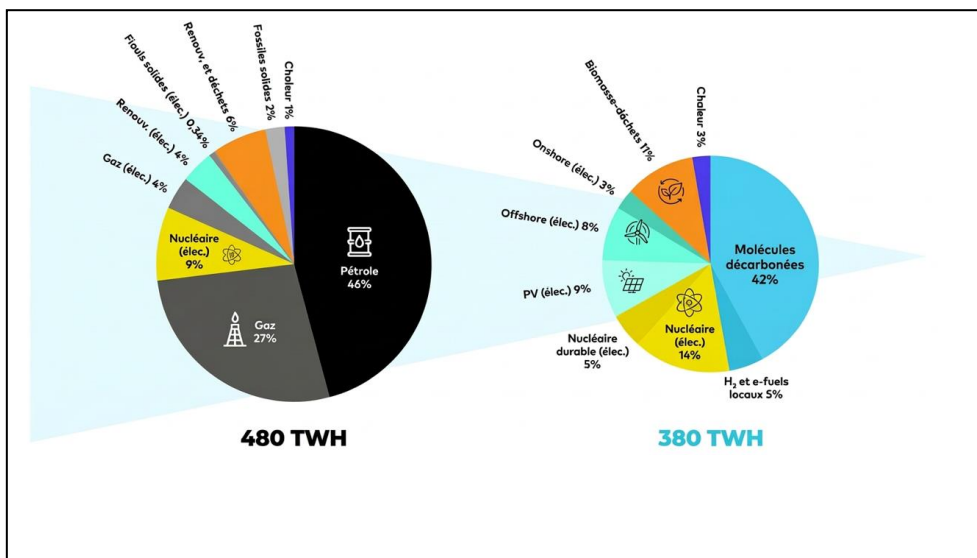
- ⇒ **Notre disparition constituerait un désastre dans la mesure où nous pouvons apporter des solutions et une expérience industrielles, techniques, financières au reste du monde.**
- ⇒ **Mais pour cela, il faut redevenir compétitifs sur nos fondamentaux, arrêter de brider nos talents et conquérir des marchés.**



8. Le MR propose et travaille à un mix énergétique crédible

En juillet 2023, le MR a proposé son mix énergétique. Il travaille aujourd'hui avec ses ministres tous les jours pour le déployer.

Le mix énergétique du MR visait à apporter un large approvisionnement énergétique beaucoup plus autonome pour notre pays (à hauteur de 58%) mais en admettant une part d'importations.



Nous ne sommes pas suspects de ne pas promouvoir un mix avec de l'énergie nucléaire, des énergies renouvelables et des gains d'efficacité énergétique considérables via l'électrification. En effet, le taux d'électrification dans le mix du MR est environ de 40% avec des stockages stratégiques sur le territoire.

Cela fait donc longtemps que le MR porte ces solutions. Ce que nous voulons, c'est pouvoir le mettre en œuvre. Notre mix énergétique est pragmatique, basé sur une électrification forte mais soutenable. Les capacités de production électriques sont par exemple concentrées sur de grands pôles qui soulagent les investissements en réseau. Les surcharges prélevées sur la facture qui constituent des soutiens aux énergies renouvelables ou d'autres capacités sont limitées.

Nous n'irons nulle part ni ne convaincrons nos concitoyens et entreprises avec des falaises d'investissements mal calibrées, donc chères.

9. *Le tissu industriel s'écroule Les entreprises quittent l'UE*

L'industrie ne pèse plus que **14,3% du PIB de l'UE** alors qu'elle était de **20% encore en 1990**. Les secteurs intensifs en énergie ont perdu **≈20% de production depuis 2019**.

Malgré la décrue post-crise, les **prix de l'énergie pour l'industrie ont encore bondi de 66% entre 2021 et 2025** et la facture d'importation d'énergie atteignait **427 Md€ en 2024**.



L'énergie est le 2^e élément en importance conditionnant la compétitivité (après le coût du travail) et le 3^e qui entre dans les vecteurs de précarité des ménages (après le logement et l'alimentation).

Sur les cleantechs, l'UE dépend massivement de la Chine (**≈94% des modules solaires, ≈50% des batteries**) et la production locale reste 20–30% plus chère : sans Clean Industrial Deal crédible, la transition se fera **avec des usines ailleurs**.

Le Commissaire européen a annoncé viser **20% d'industrie dans le PIB UE en 2035. Est-ce réaliste si les fondamentaux ne sont pas là?**

Source du graphique: [Manufacturing, value added \(% of GDP\) - European Union | Data](#)

10. Pour la survie de l'industrie européenne, c'est l'heure H

Nous avons fait trois colloques ces derniers mois : un sur l'industrie, le 2^e sur le numérique et le 3^e sur les grands enjeux européens.

Tous les voyants sont au rouge vif: il s'avère que nous avons considérablement abîmé tous nos secteurs stratégiques en 30 ans : agriculture, défense, numérique, énergie, finance, etc. **Il y est moins 1 avant l'heure H**.

Il faut du pragmatisme et s'inscrire dans le temps long. Nous sommes capables d'innover pour répondre à tous les grands défis de notre temps.

Mais jamais on ne suscite le progrès :

- Avec de la bureaucratie et des réglementations opaques,
- En niant la réalité physique et économique.

=> Il faut simplifier fortement les obligations en ne retenant que l'essentiel : l'objectif climat pour notre responsabilité, la prospérité pour nos concitoyens, la souveraineté pour notre protection.

11. Une norme énergétique pour l'industrie

Sur proposition de Mathieu Bihet, le Gouvernement fédéral a adopté une norme énergétique pour un budget de 944 millions d'euros répartis sur 3 ans.

500 millions d'euros sont déjà prévus pour limiter les coûts du réseau pour certaines entreprises électro-intensives. Le solde du budget est prévu pour soutenir une base plus large d'entreprises en collaboration avec les Régions.

Les Ministres MR agissent concrètement pour limiter les coûts pour les entreprises et les ménages. Il faut continuer en ce sens.

12. Entre 50 et 100 stratégies et textes légaux et contraignants. Les ministres ne doivent pas devenir des fonctionnaires européens

C'est aujourd'hui la réalité européenne.

- Pour tous les problèmes qu'elle rencontre, la Commission fait un plan.

- Aujourd'hui, ce sont des dizaines des plans, amendés tous les 3 ans, dupliqués en plans nationaux, avec des sous-objectifs sectoriels. Il y a des plans pour faire, pour défaire, pour innover, pour ne surtout pas innover, des plans de compétitivité qui s'ajoutent (et n'annulent pas) les plans qui entament la compétitivité.
- Il y a enfin les marchés, où tous les acteurs économiques finissent par être subsidiés par des législations différentes.

Un système règlementaire opaque, où naît l'arbitraire et l'injustice. Des acteurs étatiques transformés en agents transposant des plans, des acteurs économiques préoccupés par la nouvelle lubie en germe dans des institutions où l'on ne comprend rien au processus de décision.

Il n'y a plus de liberté économique. Plus de logique économique. Pendant ce temps, nos concurrents innovent, rendent compétitifs, assurent leurs fondements économiques.

13. CECA 1951 – euratom 1957 : retrouver l'esprit des pères fondateurs

Et pourtant. Dans une époque pas si lointaine, l'Europe poursuivait explicitement la même politique que les deux grandes puissances actuelles lors de sa fondation : souveraineté, abondance de l'énergie, énergie bon marché.

Nous rajoutons l'objectif climatique. Mais à condition de s'en donner les moyens!

Nous devons renouer avec du pragmatisme en retirant toutes les législations non essentielles, en concentrant toutes nos ressources sur les secteurs stratégiques et nos points forts et en jouant le jeu du concert des Nations.

Nous avons une voix dans le monde et nous entendons défendre nos intérêts, en assurant notre protection et notre prospérité !

14. Stop à la sur-règlementation, oui à l'industrie décarbonée

La décarbonation du mix énergétique se fera avec de très gros investissements dans les technologies les plus maîtrisées qui ne font pas gonfler l'ensemble de la facture.

Il doit appartenir aux États le choix des moyens pour arriver à une obligation de résultat. Cela permet de tester une multitude de chemins pour y arriver et de déployer beaucoup plus d'intelligences en fonctionnant par essais/erreurs. Ce ne sont pas des fonctionnaires eurocrates qui sont les plus agiles et les plus compétents pour trouver ces méthodes mais des ingénieurs, des CEO et des entrepreneurs.

=> Il est primordial d'intégrer le coût complet de chaque technologie et pas seulement le LCOE. Seul le coût-système compte, avec sa robustesse face aux crises.

=> Il faut utiliser le coût de la tonne de CO₂ évitée pour chaque mesure prise dans le cadre climatique: Trop souvent, des mesures sont dans le PNEC mais n'ont qu'un impact limité sur la décarbonation de l'économie. A contrario, prolonger de 10 ans T1 c'est 20 millions de tonnes de CO₂ évitées sur la période.

15. «L'erreur stratégique»: abandon du nucléaire - mais deux poids deux mesures sur les énergies décarbonées en UE

L'UE se réveille enfin sur l'énergie nucléaire.

En mars 2026, Ursula von der Leyen a pointé le fait que l'énergie nucléaire était de 30% dans la consommation électrique en 1990 contre 15% aujourd'hui. Elle a mentionné « un choix politique ». **Et elle a qualifié la réduction du nucléaire en Europe d'« erreur stratégique ».** Depuis, elle prône un mix énergétique associant nucléaire et renouvelables.

Mais quand est-ce que l'UE joindra le geste à la parole?

Le nucléaire est considéré comme une énergie de transition dans la taxonomie UE, comme le gaz.

- ⇒ **Nous pensons que les obligations d'incorporation sur des technologies particulières doivent être retirées du futur cadre législatif UE. C'est l'application de la neutralité technologique. Ou, à tout le moins, que les législations UE mettent sur un pied d'égalité toutes les énergies décarbonées.**
- ⇒ Les sources d'électricité doivent également limiter les coûts pour notre réseau afin qu'ils restent robustes et payables pour les consommateurs.

16. ETS II - RED III - PEB IV : INSOUTENABLE

ETS II

40 €/t. CO₂ = + 0,11 €/litre diesel/mazout de chauffage

70€/t. CO₂ = + 0,19 €/litre diesel/mazout de chauffage

RED sur la facture d'énergie chaque année :

400 millions d'euros à 800 millions d'euros pour les subsides offshore

400 millions d'euros en 2024 sur la facture d'électricité (Wallonie)

+16 cents/l. par rapport à aujourd'hui pour le diesel et l'essence en 2029

OBLIGATION DE RÉNOVATION D'ICI 2050

65% du parc de bâti wallon et bruxellois à rénover lourdement

Une moyenne de 75.000 EUR par logement résidentiel

Soit environ 5 milliards/an pour l'économie wallonne

Ces législations doivent toutes entrer en vigueur d'ici 2030. Toutes auront un impact financier considérable sur les entreprises et les ménages. Il faut, dans tous les cas, les phaser pour qu'elles tiennent compte de la réalité vécue sur le terrain.

ETS, RED, PEB sont autant de méthodes et objectifs secondaires pour arriver à un objectif global de réduction des gaz à effet de serre. Ce ne sont pas des fins en soi. Ils peuvent être revus sans altérer l'objectif climatique.

L'ETS II entrera en vigueur en 2028. Le CBAM en 2027. L'ETS I est en vigueur.

Les tarifications carbone sont utiles dans le temps long. Mais en allant trop vite, trop fort, on se retrouve à coincer les acteurs économiques. Nous plaidons pour :

- ⇒ **Définir des couloirs de prix de la tonne de CO₂ avec des plafonds par date, pour apporter de la prévisibilité pour les acteurs économiques tout en gardant la souplesse d'un marché du carbone.**
- ⇒ **Muter le CBAM vers quelque chose de plus simple et plus efficace**
- ⇒ **Se donner la possibilité de les suspendre en cas de nécessité (dumping, ...)**

RED III : la plupart des énergies renouvelables sont rentables. Il faut permettre aux Etats membres de choisir leur mix sur base de ses points forts:

- ⇒ **Nous plaidons pour phaser la mise en œuvre de RED III**
- ⇒ **Plaider pour une suppression dans le nouveau cadre 2030-2040. Les Etats membres peuvent décider de leur mix.**

PEB 4 : Le bâti belge est bien plus vieux que la moyenne européenne. La trajectoire n'est pas réaliste vu la falaise des investissements à mobiliser (150 milliards pour le résidentiel et non-résidentiel en Wallonie, sur 25 ans).

- ⇒ **Est-ce qu'il faut rénover le bâti ? BIEN ENTENDU**, mais il est insoutenable de s'enfermer dans des objectifs qui ne sont pas tenables.
- ⇒ La Ministre Cécile Neven soulevait en conférence de presse le fait que, dans les programmations du Fonds social climat pour les plus précaires, l'obligation européenne d'atteindre quoi qu'il en coûte le PEB A pour les logements concernés la contraint à seulement 3000 rénovations. Son propos est : « *alors que je pourrais élargir le scope en visant des objectifs plus raisonnables et permettre à plus de ménages précarisés de se loger décemment, une législation UE m'en empêche.* »
- ⇒ **Nous demandons tout simplement du pragmatisme** : nous ne pourrons pas tout électrifier. Il faut décarboner là où c'est possible et à prix abordable pour les consommateurs.

17. EN 2030, C'EST 2€/LITRE DE DIESEL PAR DÉFAUT

Avec la législation RED III (partie transport) et un ETS II à 50€ la tonne de CO₂, cela signifie que le prix de 2€ pour du carburant diesel deviendrait la norme.

L'enjeu de l'énergie chère, c'est aujourd'hui qu'il se décide.

18. RÉALITÉ VS PENSÉE MAGIQUE DÉCIDER MAINTENANT POUR LES 50 ANS À VENIR

Nous avons été naïfs :

- nous avons pensé que le monde n'était pas géopolitique, que les ressources étaient libres d'accès par le marché.

- Nous avons pensé que les rapports de force géostratégiques du XIXe et du XXe siècles n'avaient plus cours.
- Nous avons oublié que notre bien-être venait aussi de notre productivité, et que cette productivité est basée sur des approvisionnements indispensables
- Nous avons été abusés par ceux qui nous ont dit que des paradigmes énergétiques, ça se change du tout au tout en 30 ans.

Au niveau du Mouvement réformateur, nous appelons à deux choses :

- **Il est urgent de défendre nos intérêts à nous, Européens, sur la scène mondiale.**
- **Nous demandons un virage fondamental de la politique énergétique européenne pour qu'elle revienne à plus de pragmatisme et qu'elle mise sur ses entrepreneurs plutôt que ses bureaucrates.**